

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

27^{ème} année - N°5198 - Mardi 08 Septembre 2026 - Prix : 200 Fc

ENERGIE :

La centrale solaire de Oichili officiellement inaugurée



CONFÉRENCE SUR LE CLIMAT ET LA SANTÉ MENTALE EN AFRIQUE :

**«Nos îles ont une voix
et cette voix compte»**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

25 Rabiwul - Awal 1448

Prières aux heures officielles

Du 06 au 11 Septembre 2026

Lever du soleil:

06h 04mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 54mn

Dhouhr : 12h 09mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib : 18h 07mn

Incha : 19h 21mn



EDUCATION :

L'UDSCCEM a célébré l'excellence de ses bacheliers

Pendant une semaine, l'Union pour le développement socio-culturel et éducatif de Mkazi (UDSCCEM) a placé ses nouveaux bacheliers au cœur de la ville. Sous l'impulsion de son président Lianfourou Said, l'association a transformé une remise d'attestations en festival de transmission, de culture et de cohésion.

Il y a des célébrations qui se contentent d'un discours et d'autres qui marquent une génération. À Mkazi, l'UDSCCEM a choisi la seconde option. Pour honorer ses lauréats 2026, l'association a organisé une semaine d'activités, clôturée par la cérémonie de remise de diplôme au Foyer Lazer. Une manière d'affirmer que la réussite scolaire n'est pas une fin, mais un passage. Au Stade Kaz, le match d'ouverture a opposé deux symboles : l'équipe de l'UDSCCEM, composée des doyens, des anciens et des membres actifs, face aux Bacheliers, la nouvelle promotion. Au-delà du score, c'est l'image qui restera, celle d'un flambeau qui se transmet, sous les cris des supporters. L'esprit de fête s'est poursuivi au Centre Culturel. Loin du bruit des stades, l'association y a ressuscité les jeux qui font l'âme des veillées



comoriennes. Autour des tables de domino, de scrabble, de baby-foot et de jeux de dames, jeunes et anciens se sont retrouvés. Des parties interminables, des rires et des débats. Une parenthèse intergénérationnelle assumée, à contre-courant des écrans.

Mais le programme n'était pas seulement festif. C'était aussi utile. Le temps fort aura été la journée

d'orientation. Des étudiants sortis des universités d'Afrique, d'Europe et du monde arabe, sont venus partager leurs parcours sans filtre. Ils ont raconté les démarches, les bourses qui tardent, le choix des filières, les débouchés réels et les pièges à éviter.

Dans le but d'accompagner les nouveaux bacheliers, plusieurs stands spécialisés sont installés. On

retrouvait entre autres Oubeidillah Maeva pour la faculté des lettres, Abdou Athoumani pour l'orientation générale, Mhoudine Abdoufatahou pour Economie-gestion, Docteur Anwar Maeva pour la géomatique, Abderemane Athoumani pour la géologie et Abdourohamane Moussa pour la comptabilité, ainsi que d'autres intervenants pour la biologie et les

écoles doctorales. Un face-à-face nécessaire pour des bacheliers à la croisée des chemins, suivi d'une conférence d'échanges.

Puis la ville a vibré au rythme des mots. La scène ouverte slam et poésie a pris le relais au Centre Culturel, attirant un public nombreux. D'abord, les voix locales en déclamation ont porté les couleurs de la ville. Ensuite, des slameurs confirmés de la scène comorienne ont enflammé l'assistance.

Entre textes engagés, poésie d'amour et hommages à Mkazi, la jeunesse a déclaré son envie de s'exprimer autrement. Cette semaine a rappelé la mission fondatrice de l'UDSCCEM. Plus qu'une association, un cadre de transmission où les aînés accompagnent, où la culture rassemble et où l'éducation ouvre des perspectives.

Apothéose au Foyer Lazer, avec la cérémonie solennelle de remise des attestations. Une clôture en beauté qui a consacré l'effort, célébré le mérite et rappelé la vocation de l'association. Celle d'accompagner sa jeunesse vers l'excellence, marquant ainsi un point de départ pour l'avenir durable de leur ville.

Hamdi Abdillahi Rahilie

GESTION DE DÉCHETS

BGI veut tourner la page du dépôt sauvage à Mohéli

À Fomboni, le site de Mbouyou wa Madji veut changer de visage. BGI (projet « Biodiversité et Gestion Intégrée I, les autorités de Mohéli, le PNUD et le Fonds pour l'environnement mondial (GEF) ont lancé une démarche visant à mettre fin aux dépôts sauvages, renforcer la collecte des déchets et transformer progressivement cet espace en un site plus propre, végétalisé et attractif.

Le message porté dimanche 30 août est sans ambiguïté : Mbouyou wa Madji ne doit plus être considéré comme un simple dépôt d'ordures. Baptisée « Journée Urahafu » par le ministre de l'Environnement chargé du Tourisme, Abubacar Ben Mahmoud, cette mobilisation a réuni les autorités de l'île, les responsables de l'environnement et les différents partenaires du projet BGI. Pour Nasser Boura, cette présence collective doit marquer un changement de perception du site. «



Le but est de montrer que Mbouyou wa Madji n'est pas un dépôt », a-t-il déclaré, estimant que les moyens

récemment mis à disposition doivent permettre de lui donner « une autre image ». Cette nouvelle dynamique intervient après la remise d'un camion-benne et de trois motos, destinés à renforcer la collecte des déchets à Mohéli.

Le dispositif doit couvrir une zone allant de Moimbassa jusqu'à Djando. Les déchets collectés seront ensuite acheminés vers le

site prévu à Nkagani, dans la région de Djando, afin de réduire les dépôts sauvages et d'améliorer leur gestion.

Pour Abubacar Ben Mahmoud, cette initiative s'inscrit dans la volonté des autorités de lutter contre les dépôts anarchiques. Le choix de Mbouyou wa Madji n'est pas anodin : situé dans la capitale de l'île, le site renvoie actuellement

une image peu valorisante. L'ambition affichée est désormais d'en faire, à terme, « un parc attractif ». La stratégie ne se limite toutefois pas à la collecte. Avec l'appui du PNUD et du GEF, des bio digesteurs doivent notamment être installés dans les principales capitales des Comores.

À Fomboni, ils pourraient contribuer à transformer une partie des déchets organiques en biogaz et en compost, favorisant ainsi leur valorisation. La végétalisation constitue également un volet important du projet. Des arbres ont été plantés au niveau de la CERDE de Fomboni et une citerne a été installée pour assurer leur arrosage durant la période sèche.

Mais la transformation durable de Mbouyou wa Madji reste conditionnée à la clarification de son statut foncier, afin d'identifier son propriétaire légal et de sécuriser les futures interventions. Au-delà des équipements, les promoteurs du projet misent sur l'adhésion de la population.

Le ministre appelle ainsi les Mohéliens à participer à cette nouvelle dynamique, estimant que la réussite de la démarche dépendra de l'implication de tous.

Riwad

**Pour être informé,
je lis la Gazette chaque jour**

ENERGIE :

La centrale solaire de Oichili officiellement inaugurée

La cérémonie d'inauguration de la centrale solaire d'Oichili au Nord Est de Ngazidja a eu lieu le 6 septembre dernier. Cette centrale photovoltaïque devrait contribuer à améliorer et stabiliser la fourniture d'électricité sur l'île. La cérémonie a vu la participation de plusieurs membres du gouvernement, d'une délégation des Emirats Arabes Unis, ainsi que du directeur général de la Sonelec et des notables de la région.

Après les cérémonies inaugurales des centrales photovoltaïques à Anjouan et à Mohéli, organisées le 5 septembre, c'était au tour de la Grande Comore, dans la région de Oichili, d'accueillir l'inauguration de sa centrale solaire. Financée par le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement (ADFD) et mise en œuvre par la compagnie émiratie Masdar, la centrale de Oichili dispose d'une puissance de 12,86 MW, dont environ 6 MW seront injectés dans le réseau électrique. Elle bénéficie également d'une capacité de stockage de 12,22 MWh et d'une production mensuelle estimée à 972 MWh. Cette infrastructure devrait ainsi contribuer à renforcer la production et la stabilité de la fourniture d'électricité sur l'île. Prenant la parole lors de la cérémonie, la ministre de l'Information et

porte-parole du gouvernement, Fatima Ahamada, a souligné que les différentes centrales solaires inaugurées dans le pays s'inscrivent dans la vision du chef de l'État en matière de développement des énergies renouvelables.

« On était à Anjouan et à Mohéli samedi, aujourd'hui c'est le tour de Ngazidja, notamment dans cette région de Oichili. Toutes les centrales photovoltaïques inaugurées et celle que nous allons inaugurer ne sont pas le fruit du hasard. Ce sont les résultats du programme et de la vision du chef de l'État. Depuis que nous entendons ses discours, il parle toujours du développement des énergies renouvelables. Son ambition est de réduire et de mettre fin à l'utilisation des groupes thermiques », dit-elle.

Elle a ajouté que plusieurs centrales solaires sont déjà opérationnelles dans le pays et que d'autres sont prévues. De son côté, le ministre de l'Énergie, Dr Aboubacar Saïd Anli, a remercié le président de la République pour avoir, selon lui, mis le pays sur les rails du développement énergétique. Il a toutefois reconnu que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer et augmenter les capacités de production afin de garantir un approvisionnement durable en électricité. Selon lui, la centrale de Oichili contri-



buera avant tout à améliorer la stabilité du réseau.

« L'électricité reste aujourd'hui le levier du développement. Sans une électricité stable, le pays ne peut pas se développer dans tous les domaines. Mais nous sommes sur le bon chemin, le pays a fait un grand pas. Nous allons aussi améliorer la qualité dans les jours à venir. D'autres centrales photovoltaïques seront finalisées et inaugurées. C'est un projet de la Banque mondiale », a-t-il déclaré.

Le ministre a également indi-

qué que le gouvernement, à travers la Sonelec, prévoit de moderniser et de fiabiliser les réseaux de transport et de distribution d'électricité. L'objectif est de réduire les pertes techniques et commerciales et d'améliorer les performances du réseau.

Pour le grand notable de la région, Ibrahim Cheha, les réalisations en cours dans la région méritent d'être saluées. « Nous ne critiquons pas les personnes. Nous critiquons les mauvaises actions du gouvernement. Mais si le gouver-

nement fait de bonnes actions, il faut le reconnaître. C'est ce que le président Azali Assoumani a fait aujourd'hui.

Regardez ce qui est en train de se faire dans cette région : la réhabilitation des routes et, aujourd'hui, l'inauguration de la centrale solaire ». Il a également salué le chef de l'État pour son engagement et exprimé l'espoir que de telles réalisations se poursuivent dans l'ensemble du pays.

Nassuf Ben Amad

CONFÉRENCE SUR LE CLIMAT ET LA SANTÉ MENTALE EN AFRIQUE :

«Nos îles ont une voix et cette voix compte»

Une conférence sur le changement climatique et la santé mentale en Afrique, organisée par l'association Wanania Green en partenariat avec le mouvement africain pour la justice climatique et le Global Fund for Women a eu lieu samedi 5 septembre dernier à la salle de conférence du Retaj Hotel. L'événement, placé sous le thème « Un esprit apaisé pour une planète préservée », a réuni des délégations venues de neuf pays africains.

Les discours ont été marqués par le mot de bienvenue du préfet du centre, Abdulla Saandi, qui a rappelé l'importance de l'engagement conjoint entre le gouvernement et la société civile : « Le gouvernement à travers le ministère de l'intérieur, considère que l'accompagnement de la société civile relève d'une responsabilité partagée. » La directrice générale de la promotion du genre, Mouznat Djoumoi représentant la ministre de l'information, de la promotion du genre, a mis en avant les actions menées par le gouvernement en matière de sensibilisation et de formation. Elle a notamment évoqué les programmes destinés aux



parents sur l'ensemble du territoire ainsi que l'accompagnement des services d'écoute.

Fondée en 2022 par Aïcha Aboubakar, Wanania Green est née d'une idée simple : « On ne peut pas prendre soin de la planète si l'on ne prend pas d'abord soin des personnes qui la défendent. » Partie de quatre membres seulement, l'as-

sociation compte aujourd'hui près de trente militants et s'impose comme un acteur incontournable de la mobilisation écologique et sociale. Dans son allocution, la fondatrice a insisté sur la portée continentale de cette rencontre : « En vous voyant dans cette salle, je me dis que cette conviction était juste. » Elle a rappelé que nos états afri-

cains connaissent mieux que quiconque l'invisibilité dans les grandes conférences internationales, et que tenir cette rencontre à Moroni était une déclaration forte : « Nos îles ont une voix, et cette voix compte. » Les échanges ont permis de réfléchir plus loin sur les questions du genre et du changement climatique, en mettant en lumière

les impacts psychologiques souvent ignorés. Des témoignages ont évoqué l'anxiété des pêcheurs face au changement de mer, le poids porté par les jeunes activistes, et la double charge des femmes qui défendent à la fois l'environnement et leur place dans les espaces décisionnels.

Le programme « Parlons-en », lancé par Wanania Green, a été présenté comme un outil essentiel pour briser le silence autour de ces souffrances. Il offre aux communautés un espace d'échange sans tabou sur les émotions liées aux bouleversements climatiques.

La conférence a élargi cette initiative à l'échelle régionale en hybride, transformant Moroni en laboratoire d'idées et de solutions pour l'Afrique. Tout au long de la journée, experts et acteurs de terrain ont partagé leurs expériences. Des ateliers participatifs avec l'objectif de produire un communiqué final destiné à porter la voix des participants au-delà des murs de la salle et des frontières. Aïcha Aboubakar a rappelé l'essence de cette démarche : « Prenons soin de la planète. Mais commençons par prendre soin de nous. »

Aticki Ahmed Ismael

APPEL À CANDIDATURE

L'Ambassade de la République-Unie de Tanzanie auprès de l'Union des Comores invite les citoyens comorien ou les personnes ayant un statut de résident permanent dans l'Union des Comores, et dûment qualifiés, à soumettre leur candidature pour les postes suivants :

1. INTERPRÈTE/TRADUCTEUR – UN (1) POSTE

Qualifications et exigences Les candidats doivent :

- * Être citoyen comorien ou disposer d'un statut de résident permanent dans l'Union des Comores.
- * Être titulaire d'un diplôme de licence dans n'importe quel domaine, ainsi que d'un diplôme ou d'une autre qualification professionnelle pertinente en traduction/ interprétation. La possession d'un certificat/diplôme en langues, linguistique et compétence en communication constitue un atout supplémentaire.
- * Avoir au moins trois (3) années d'expérience professionnelle pertinente dans l'interprétation, la traduction, les services linguistiques, la communication ou un domaine connexe.
- * Avoir une excellente maîtrise du kiswahili, du chikomori/shikomori, de l'anglais et du français, à l'oral comme à l'écrit.
- * Démontrer d'excellentes capacités de communication écrite et orale dans les quatre langues.
- * Avoir une expérience éprouvée dans la traduction précise entre le kiswahili, le chikomori/shikomori, l'anglais et le français.
- * Avoir une expérience éprouvée en interprétation simultanée lors de réunions, discussions officielles, visites, cérémonies et autres engagements, selon les besoins.
- * Posséder une bonne connaissance de la terminologie officielle, administrative et diplomatique ainsi que des normes de communication professionnelle.
- * Posséder d'excellentes compétences en relecture, correction et révision, ainsi que la capacité à prêter attention aux détails.
- * Être capable de traiter des infor-

mations confidentielles et sensibles avec le plus haut niveau de discrétion.

- * Être digne de confiance, responsable, ponctuel, courtois et avoir une présentation professionnelle.
- * Posséder de bonnes compétences informatiques, notamment une bonne maîtrise des applications Microsoft Office et des autres outils pertinents de traduction et de communication.
- * Posséder de bonnes qualités relationnelles et être capable de travailler efficacement avec les fonctionnaires de l'Ambassade, les représentants du gouvernement, les visiteurs et les autres parties prenantes.
- * Être disposé à travailler selon des horaires flexibles, y compris les soirs, les week-ends et les jours fériés, lorsque les fonctions officielles l'exigent.

2. RÉCEPTIONNISTE – UN (1) POSTE

Qualifications et exigences

Les candidats doivent :

- * Être citoyen comorien ou disposer d'un statut de résident permanent dans l'Union des Comores.
- * Être titulaire d'un certificat/diplôme ou autre qualification pertinente en secrétariat, administration de bureau, relations publiques, gestion hôtelière, administration des affaires ou dans un domaine connexe.
- * Avoir au moins deux (2) années d'expérience pertinente dans l'accueil, la réception, le service à la clientèle, l'administration, l'hôtellerie ou dans un poste similaire.
- * Avoir une excellente maîtrise du kiswahili, du chikomori/shikomori,

de l'anglais et du français, à l'oral comme à l'écrit.

- * Posséder d'excellentes compétences en communication, en relations interpersonnelles et en service à la clientèle.
- * Posséder de bonnes compétences informatiques, notamment la capacité à utiliser les applications Microsoft Office et les systèmes bureautiques de base.
- * Être capable d'accueillir, d'assister et d'orienter les visiteurs de manière courtoise, professionnelle et efficace.
- * Posséder une bonne étiquette téléphonique et être capable de traiter professionnellement les appels entrants et les demandes de renseignements.
- * Maintenir un niveau élevé de présentation personnelle et d'apparence professionnelle.
- * Être capable de respecter la confidentialité.
- * Être capable de gérer efficacement plusieurs tâches simultanément.
- * Être disposé à travailler selon des horaires flexibles, y compris les week-ends et les jours fériés, lorsque les fonctions officielles l'exigent.

3. CHAUFFEUR – DEUX (2) POSTES

Qualifications et exigences

Les candidats doivent :

- * Être citoyen comorien ou disposer d'un statut de résident permanent dans l'Union des Comores.
- * Être titulaire d'un permis de conduire valide et approprié.
- * Avoir au moins cinq (5) années d'expérience pertinente en conduite.
- * Avoir une bonne connaissance des



routes et des localités des Comores.

* Avoir une bonne maîtrise de l'anglais, du français et du chikomori/shikomori. La connaissance du kiswahili constitue un atout supplémentaire.

* Posséder des connaissances de base en entretien automobile.

* Être capable de respecter la confidentialité et d'agir de manière professionnelle.

* Être disposé à travailler selon des horaires flexibles, y compris les week-ends et les jours fériés, lorsque les fonctions officielles l'exigent.

4. AGENT DE SERVICE – UN (1) POSTE

Qualifications et exigences

Les candidats doivent :

* Être citoyen comorien ou disposer d'un statut de résident permanent dans l'Union des Comores.

* Être titulaire d'un certificat, diplôme ou autre qualification pertinente en gestion hôtelière, gestion de l'hospitalité, service de restauration et de boissons, ou le service traiteur.

* Avoir au moins deux (2) années d'expérience pertinente dans l'hôtellerie, l'hospitalité, la restauration, le service en restaurant, comme agent de service ou dans un domaine connexe.

* Avoir une bonne connaissance des services d'hospitalité et de restauration, y compris la mise en place des tables et des règles de service.

* Avoir une bonne maîtrise du français et du chikomori/shikomori. Une bonne maîtrise de l'anglais et du kiswahili constitue un atout supplémentaire.

* Posséder de bonnes compétences relationnelles, de communication et de service à la clientèle.

* Maintenir un niveau élevé d'hygiène personnelle, de propreté et d'apparence professionnelle.

* Être capable de respecter la confidentialité.

* Être disposé à travailler selon des horaires flexibles, y compris les soirs, les week-ends et les jours fériés, lorsque les fonctions officielles l'exigent.

* Être âgé de 20 à 30 ans.

5. JARDINIER – UN (1) POSTE

Qualifications et exigences

Les candidats doivent :

* Être citoyen comorien ou disposer d'un statut de résident permanent dans l'Union des Comores.

* Avoir au moins trois (3) années d'expérience pertinente en jardinage, aménagement paysager, horticulture ou dans un domaine connexe.

* Posséder des connaissances pratiques et une expérience éprouvée dans l'entretien et le soin des pelouses, fleurs, plantes, arbres, arbustes et autres végétation ornementales.

* Avoir une bonne connaissance de l'utilisation appropriée et de l'entretien de base des outils et équipements de jardinage.

* Être capable d'entretenir les jardins et espaces extérieurs de manière professionnelle et selon un niveau élevé de propreté, de netteté et de présentation.

* Avoir une bonne connaissance des pratiques et procédures en matière de santé et de sécurité.

* Être capable de travailler à l'extérieur pendant de longues périodes.

* Avoir une bonne maîtrise du kiswahili et du chikomori/shikomori. La connaissance du français ou de l'anglais constitue un atout supplémentaire.

* Être capable de respecter la confidentialité.

* Être disposé à travailler selon des horaires flexibles, y compris les week-ends et les jours fériés, lorsque les fonctions officielles l'exigent.

6. NETTOYEUR - (2) POSTES

Qualifications et exigences

Les candidats doivent :

* Être citoyen comorien ou disposer d'un statut de résident permanent dans l'Union des Comores.

* Avoir au moins deux (2) années d'expérience pertinente dans le domaine du nettoyage ou de l'entretien ménager.

* Avoir une bonne connaissance des procédures de nettoyage, des normes d'hygiène et de l'utilisation appropriée des produits et équipements de nettoyage.

* Avoir une bonne maîtrise du chikomori/shikomori et du français. La connaissance de l'anglais ou du kiswahili constitue un atout supplémentaire.

* Être âgé de 25 à 35 ans.

* Maintenir un niveau élevé de propreté et d'hygiène personnelles.

* Être capable de respecter la confidentialité.

* Être disposé à travailler selon des horaires flexibles, y compris les week-ends et les jours fériés, lorsque les fonctions officielles l'exigent.

COMMENT POSTULER

Les candidats intéressés et qualifiés doivent soumettre les documents suivants :

1. Une lettre de candidature ;
2. Un Curriculum Vitae (CV) mis à jour ;
3. Des copies des certificats et diplômes pertinents ; et
4. Une copie d'un permis de conduire valide pour les candidats au poste de Chauffeur.

Les candidatures doivent être envoyées en ligne à l'adresse suivante :

moroni@nje.go.tz

La date limite est le 14 septembre 2026

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés.

ENVIRONNEMENT :

Une formation à l’endroit des pêcheurs pour restaurer le récif d’Iconi

Dans la salle de conférence de la coopérative des pêcheurs à Iconi, un atelier participatif s’est tenu le 29 août dernier pour relier les savoirs des communautés locales et ceux des scientifiques de l’INRAP. L’objectif étant de restaurer l’écosystème du récif corallien qui est menacé par la surexploitation et les changements environnementaux et de cartographier les zones potentielles d’installation des pots à poulpe à Iconi.

Le formateur Moustarchid Bensoudjay, chef de départements de recherche océanographique et ressources halieutiques (DROH) de l’INRAPE et qui travaille en collaboration avec la direction générale des ressources halieutiques (DGRH), ayant conduit les travaux, a rappelé dès l’ouverture que « la santé du récif conditionne la survie de la pêche artisanale et l’équilibre du littoral. » Pour lui, sans corail vivant, c’est toute une chaîne de vie en mer qui se détruit. La formation a permis d’échanger avec les acteurs autour de plusieurs thématiques liés à l’exploitation et à la gestion durable des récifs coralliens d’Iconi. Les discussions ont notamment porté sur les connaissances empiriques liées à l’exploitation du récif, ainsi que sur

le principe de cogestion des ressources marines. Une attention particulière a été accordée à l’importance de la restauration des récifs notamment à travers l’installation des pots pouvant contribuer au développement des ressources. Les participants ont ensuite été invités à identifier les zones potentielles qui pourraient être favorables à la restauration en s’appuyant sur leurs connaissances du milieu. « Nous avons voulu que chacun se sente légitime à parler de ce qu’il connaît », explique Moustarchid Bensoudjay. « Les pêcheurs détiennent une mémoire plus que vivante de la mer, et nous sommes venus apporter que des outils d’analyse. » Ils ont retenu trois actions essentielles : sensibiliser les communautés locales à l’importance écologique et économique du récif corallien, former les nouveaux pêcheurs et les jeunes volontaires aux bonnes pratiques de préservation et élaborer un plan d’action participatif pour restaurer les zones dégradées. « Il ne s’agit pas seulement de constater les dégâts, mais de mettre en place des solutions », insiste Moustarchid Bensoudjay, qui souligne que « nous avons travaillé sur des gestes simples qui peuvent changer beaucoup de choses ». À l’issue de l’atelier, des zones



potentielles ont été proposées. Les échanges ont également permis de faire ressortir différentes mesures visant à améliorer l’exploitation durable du récifs d’Iconi. Parmi les principales propositions, figure la mise en place d’une période de repos biologique afin de favoriser le renouvellement des ressources

halieutiques et organiser des campagnes de sensibilisation dans les écoles et quartiers d’Iconi. « Ces mesures ne sont pas des contraintes imposées de l’extérieur », souligne M. Bensoudjay, rappelant que « quand les pêcheurs eux-mêmes définissent les règles, ils deviennent les premiers garants de leur

application. » Le formateur reste confiant avec beaucoup d’espoir, pour lui, la restauration du récif corallien est un long chantier. « Mais si nous restons unis, nous pouvons inverser la tendance et redonner vie à notre littoral. » conclut-il.

Aticki Ahmed Ismael

HABARI ZA UDUNGA

Un Monde plein d’exigences et qui nous impose des responsabilités

« Je me méfie de l’étranger qui vient décider, à ma place, des solutions aux problèmes de mes propres greniers ». Proverbe sénégalais.

Dans cette rubrique, nous avons l’habitude d’essayer de comprendre la façon dont se comportent les habitants des îles de la lune et qui ont l’habitude de passer une grande partie de leur temps dans des activités non lucratives pour ne pas dire productives. Il est communément admis que le microcosme politique sous les cocotiers a toujours refusé de dépasser une vision étriquée de la gestion des biens publics. Or il faudrait arriver à dépasser ce débat et refonder des nouvelles approches qui puissent nous permettre d’aller de l’avant face à des situations passablement alambiquées. Le monde interdépendant d’aujourd’hui exige que chacun y apporte sa pierre à l’édifice. Un monde plein d’exigences et qui nous impose des responsabilités accrues, dans la mesure où nous sommes condamnés à nous entendre à construire les fondations de notre maison commune. Encore faut-il le vouloir ? C’est la question essentielle. Les débats stériles et autres joutes oratoires dont nous avons le secret, nous ont toujours empêchés d’avoir les pieds sur terre. Dans les faits, l’approche

dominant chez nous ne prend pas suffisamment en compte le fait que nos îles, doivent, dans une certaine mesure, intégrer l’environnement géostratégique dans lequel elles évoluent. Et quand on parle de géostratégie, on doit avoir en vue tous les paramètres qui gouvernent la marche du monde. Par ailleurs quand on examine les comportements de notre classe politique, on est abasourdi, tant par les déclarations contradictoires qu’elle tient, que par des comportements qui frôlent l’indécence, dans les alliances de hasard et autres regroupements. Il est actuellement établi, que le pays doit gérer le devenir de toute une classe politique, qui se trouve face à un trop plein. Notre pays passe son temps à élaborer des pro-

grammes et des projets mais s’est toujours refusé à se donner les moyens de les mettre en œuvre, préférant multiplier les emplois improductifs dans certaines sphères de la nomenclatura publique. Nous savons tous pertinemment que sans le développement d’un secteur privé dynamique, appuyé par une fonction publique performant, aucune avancée réelle ne sera possible. Et surtout mettre rapidement en place un plan d’urgence avec des mesures économiques hardies avec les acteurs économiques pour faire face à l’augmentation du niveau de la vie consécutive à la hausse des produits de première nécessité et qui frappe au premier chef les plus vulnérables de nos compatriotes. Il faut comprendre que nos îles sont,

des fois, au centre d’enjeux qui les dépassent dans la mesure où le monde actuel est constitué de blocs dont on a le plus grand mal à définir les contours. Gageons cependant, que si les uns et les autres font preu-

ve de plus de transparence dans la gestion des événements qui gouvernent le monde, les habitants des îles de la lune, sauront raison garder.

Mmagaza

La Gazette des Comores

Fondateur et Directeur général

Said Omar Allaoui

Directeur de la publication

Elhad Said Omar

Rédactrice en chef

Andjouza Abouheir

Secrétaire de rédaction

Toufé Maecha

Rédaction

Mohamed Youssouf

Sanaa Chouzour

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar

Riwad

A Bardraoui

Mohamed Ali Nasra

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Responsable commercial

Mariama Mhoma

Documentation archiviste

Hadidja Abdou

Photographe / Site Web

Mohamed Said Hassane

Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45

La Gazette des Comores

BP 2216 Moroni – UNION DES COMORES

Tél. (269) 37-79-80 – 33 26 76

BULLETIN D’ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois ☐

6 mois ☐

12 mois ☐

Montant : _____

Montant : _____

Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces ☐

Chèque ☐

Virement bancaire ☐

n° _____

réf. : _____

Moroni le,

Signature : _____

Tarifs d’abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

SPORTS DE COMBAT :

La Lutte se pratique aussi à la plage

Contrairement aux habitudes, la lutte gréco-romaine peut aussi se pratiquer dans du sable, et celui des plages est le plus approprié. Et ce fut le cas durant le dernier week-end du mois d'août à la plage d'Itsandra et à Ikonî. Des démonstrations, qui ont mobilisé une foule immense, venue encourager et découvrir la lutte sur sable.

Si l'organisation de ces deux jours de démonstration a été saluée par des nombreux observateurs du monde sportif, le contexte ne s'y prête pourtant pas. Engouffrée dans une crise institutionnelle depuis bientôt deux ans, la fédération comorienne de lutte associée se trouve avec deux bureaux exécutifs. Celui présidé par Abdallah Gigi, reconnu, nous dit-on par le COSIC, et l'autre bureau sous la direction de Ibrahim Mansour. Ces deux représentations polarisent tellement de tensions, qu'aucune issue ne semble à ce jour envisageable. Pourtant, dans cet océan de chaos, des initiatives sont entreprises pour essayer de maintenir les athlètes dans une certaine forme. « On pense que dans la situation où se trouve notre sport, l'objectif est de faire en sorte que les athlètes soient le moins impactés. C'est pourquoi avec le peu de moyens que nous avons, nous essayons d'organiser ces genres

d'événements pour montrer que la Lutte existe bel et bien malgré la crise », disait Ibrahim Mansour, le président élu en 2024. Reste que, malgré cette crise de légitimité et l'absence de reconnaissance officielle de son bureau, la structure dirigée par Ibrahim Mansour continue d'occuper le terrain. Démonstrations, encadrement des athlètes et initiatives de promotion de la discipline, autant d'actions pour ne pas laisser la lutte sombrer dans l'immobilisme. Une manière, pour ses dirigeants, de maintenir les pratiquants en activité et de préserver les acquis construits au fil des années. Car derrière la bataille des bureaux et des reconnaissances institutionnelles, ce sont surtout les athlètes qui risquent d'en payer le prix. En poursuivant ses activités, la fédération entend donc maintenir un minimum de vie sportive, en attendant qu'une solution soit trouvée. Le travail se poursuit ainsi, malgré les obstacles, les incertitudes et l'absence de reconnaissance qui entourent encore cette représentation. Une preuve, s'il en fallait, que la lutte comorienne tente de rester debout, même lorsque son propre cadre institutionnel vacille. Cette présence n'est pas que sur le plan sportif. Au niveau des instances internationales et régionales,



Ibrahim Mansour essaie de maintenir la présence comorienne. Ainsi, dans un courrier en date du 31 août dernier, le président de la Confédération Africaine, Fouad Meskout a informé son bureau et les présidents des fédérations de la décision de la faïtière internationale d'annuler 6000 €, qui était la condition de participation aux deux prochains congrès de l'United World Wrestling. Et la fédération peut s'estimer heureuse de compter

parmi celles-ci. Seul problème, on ne sait pas de qui des deux présidents de cette fédérations pourra apposer sa signature au bas du document portant annulation de cette dette. Une situation pour le moins paradoxale à l'international. La lutte comorienne semble bel et bien avoir une place, mais à l'intérieur du pays, sa représentation reste profondément divisée. Une reconnaissance qui pose dès lors une question simple :

qui, au nom de la fédération comorienne, est réellement habilité à engager celle-ci ? Car si deux présidents revendiquent la légitimité, lequel pourra demain répondre des actes posés au nom de la fédération ? Cette ambiguïté ne risque-t-elle pas, à terme, de fragiliser la présence comorienne dans les instances internationales ? Des questions qui restent sans réponse.

Imtiyaz

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé et de la Protection Sociale

Direction Générale de la Santé

Direction de la Lutte Contre la Maladie

Programme National de Lutte Contre le Paludisme

La Coordinatrice

جمهورية القمر المتحدة

وحدة - تضامن - تنمية

وزارة الصحة والحماية الاجتماعية

الإدارة العامة للصحة

إدارة مكافحة المرض

البرنامج الوطني لمكافحة الملاريا

المنسقة

Date: _____

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

RELANCE :

Le Ministère de la Santé et de la protection Sociale à travers le Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP), Bénéficiaire Principal de la subvention COM-M-PNLP financée par le Fonds Mondial compte recruter pour les besoins de l'unité de gestion de la subvention de la GC7 qui s'étale de janvier 2025 à décembre 2027 les personnes ressources suivantes :

- Un assistant en passation de marchés ;

- Un consultant pour l'élaboration d'un document de plaidoyer et de mobilisation de ressources ;

- Un consultant pour accompagner le Ministère de la Santé dans l'intégration de neuf structures de santé privées pilotes dans le DHIS2 ;

Toutes les personnes intéressées sont priées de retirer les termes de référence de ces postes auprès du Secrétariat du PNLP sis Route de la Corniche, à côté de l'Ecole de Médecine et de Santé Publique de Moroni du lundi au jeudi de 08 h 00 à 17 h 00, le vendredi de 08 h à 12 H 00.

Tél : 360 47 42

Les dossiers de candidatures devront inclure :

- Une lettre de motivation pour l'intérêt porté au poste choisi ;

- Le curriculum vitae ;

- Les copies certifiées des diplômes ;

- Une copie des attestations de formation et de stage ;

- Une photocopie de la pièce d'identité ;

- Un certificat de travail ;

- Les coordonnées de deux personnes de référence ;

Les dossiers de candidatures sont à déposer au secrétariat du PNLP, sous plis fermé et à adresser à Madame la Coordinatrice du PNLP, sis Route de la Corniche-Moroni, BP : 6512 avec la mention

“RECRUTEMENT AU POSTE CHOISI ENTRE LES TROIS SUSMENTIONNES ”

DATE LIMITE DE DEPOT DES CANDIDATURES : LE MERCREDI 07 OCTOBRE 2026 A 12 H

Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP), BP : 6512, Tel : +269 773 80 76, E-mail : pnlp@sante.gouv.km

ÉTAT CIVIL :

Le projet AMECC renforce ses relais à Mohéli

Après Ngazidja et Anjouan, c'est au tour de l'île de Mohéli d'accueillir l'atelier de formation en communication du projet AMECC. Réunis mardi matin du 1er septembre dernier à l'auberge Les Abous, quatre points focaux ont bénéficié d'un renforcement de capacités en présence de six maires, deux juges, deux cadis et des sages-femmes, autour des réformes en cours et des outils de communication liés à l'État Civil.

Un atelier qui s'inscrit dans une tournée nationale du projet AMECC s'est tenu à Les Abous le mardi dernier. Selon Ouled Accem, chargé de communication du projet, cette formation vise à identifier et outiller les points focaux de chaque île afin qu'ils puissent relayer efficacement les messages relatifs à l'État Civil : naissances, mariages, divorces et décès. La formation s'articule autour de quatre modules complé-



mentaires. Le premier porte sur la communication en tant que telle, le deuxième sur les réformes enga-

gées par le projet AMECC. Les troisième et quatrième modules, quant à eux, sont consacrés à l'État Civil et à la gestion de crise, avec un accent particulier sur les moyens d'anticiper et de désamorcer les tensions pouvant survenir au sein de ce service sensible.

L'objectif affiché de cet atelier est de renforcer les compétences en

communication des responsables communautaires impliqués dans l'État Civil et dans la mise en œuvre des réformes du projet AMECC. Les organisateurs souhaitent que les participants repartent avec une meilleure compréhension du sens de la communication, mais aussi une maîtrise des outils à utiliser pour transmettre les messages de sensibilisation destinés à la population.

À l'issue de la formation, les résultats attendus sont clairs : que les points focaux soient en mesure d'appliquer concrètement les acquis, notamment en matière de gestion de crise et de suivi des réformes en cours. Il s'agit également de garantir une meilleure diffusion des informations relatives à l'État Civil auprès des communautés, en s'appuyant sur des outils de communication adaptés et maîtrisés. Après les étapes de Ngazidja et d'Anjouan, cette session à Mohéli marque ainsi la dernière phase d'une démarche de proximité visant à harmoniser la communication autour des réformes de l'État Civil à travers l'ensemble de l'archipel.

Riwad

La Gazette des Comores

Une information plurielle, une liberté de pensée et de ton

UNION DES COMORES

Unité - Solidarité - Développement

Ministère de l'Environnement chargé

DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORÊTS



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

Ref : N° 004/MET/DGEF/BGI

A propos de l'institution : La Direction Générale de l'Environnement et des Forêts (DGEF) est le principal organe administratif de gestion de l'environnement de l'Union des Comores, partenaire d'exécution du projet «**Conservation de la Biodiversité grâce à des solutions fondées sur la nature, piliers de l'économie bleue et verte dans l'Union des Comores**» (Projet BGI), financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Adresse : Direction Générale de l'Environnement et des Forêts (DGEF) – Service des achats du Projet BGI, Ex-CEFADER, MDE, Union des Comores.

Titre du projet : Conservation de la Biodiversité grâce à des solutions fondées sur la nature, piliers de l'économie bleue et verte dans l'Union des Comores (Projet BGI).

Information : La DGEF invite les fournisseurs intéressés et éligibles à soumettre leurs offres sous pli fermé pour la fourniture, la livraison et l'installation d'équipements de chaîne du froid et

d'énergie solaire, en un marché unique sans allotissement, au profit du Projet BGI.

Intitulé de la consultation :

Fourniture, livraison et installation de :

- Deux (2) chambres froides modulaires en panneaux sandwich, avec groupe frigorifique, évaporateur ventilé, coffret électrique et accessoires ;
- Deux (2) kits solaires photovoltaïques complets avec onduleur/chargeur, régulateur MPPT et batteries.

Catégorie : Fourniture d'équipements de conservation (chaîne du froid) et d'équipements d'énergie solaire.

Type de Marché : Fournitures

Langue requise : Français

Procédure de passation : Appel d'Offres National (AON) ouvert, conformément au Code des marchés publics de l'Union des Comores et aux directives de passation des marchés applicables aux projets financés par le FEM et le PNUD.

Le DAO est disponible en cliquant sur le lien

suivant :

<https://www.marche-dgef-comores.com> ou en demandant sur l'adresse e-mail suivante : **sdpm.dgef.comores@gmail.com**

Soumission des offres :

Les offres, rédigées en langue française, devront être déposées physiquement à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard le 1er octobre 2026 à 12h00. Les offres remises après cette date et cette heure ne seront pas acceptées.

Ouverture des plis :

L'ouverture des plis aura lieu le **1er octobre 2026 à 12h00**, dans les locaux de la DGEF, en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister.

La DGEF se réserve le droit de rejeter toute offre non conforme au dossier d'appel d'offres et d'annuler la procédure à tout moment, sans que sa responsabilité puisse être engagée à l'égard des soumissionnaires.

Pour toute information complémentaire, les soumissionnaires sont invités à contacter le Service des achats du Projet BGI aux coordonnées mentionnées ci-dessus.

جمهورية القمر المتحدة
الوحدة - التضامن - التنمية
وزارة البيئة مسؤولة عن السياحة
المديرية العامة للبيئة والغابات